

DEBATTONS

Il n'y aura pas de solution à la crise que traverse la Gauche en France qui ne soit le fruit de confrontation d'idées et de débats pluralistes.

Dans le n° 1 de

"RASSEMBLER A GAUCHE"

nous avons appelé à des réunions débats organisées à l'initiative du PCF; dans ce n° 2 nous vous invitons à débattre à l'appel d'autres organisations de la Gauche. Nous souhaitons ouvrir le dialogue portant sur la recherche de solutions progressistes neuves avec tous ceux qui le désirent, organisés ou non dans des formations politiques.

Le collectif de rédaction de
"Rassembler à Gauche"

N° 2 décembre 1992

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

PENDANT LES TRAVAUX, LA VENTE CONTINUE

Editorial par Pierre Déjean

17 novembre 1992, 15 heures 32. Probablement cette date ne vous dit rien. C'est celle d'une dépêche de l'AFP. En voici le contenu:

"Bruxelles - La Cour Européenne de justice vient de renforcer les pouvoirs dont la Commission de Bruxelles dispose pour mettre fin aux monopoles d'état. La Commission s'était attaquée aux monopoles exclusifs des sociétés nationales

de télécommunication dans les domaines autres que la téléphonie vocale."

Point. Cela mérite-t-il un commentaire? Faut-il rafraîchir les mémoires?

Deux mois à peine après le référendum sur les accords de Maastricht, voici la preuve (une de plus) qu'il fallait les refuser.

En quelques mots l'illustration de ce que nous avons dit:

- La confusion des pouvoirs: c'est le judiciaire (la Cour) qui décide de l'étendue du champ d'action de l'exécutif (la Commission).

- Le libéralisme débridé et la soumission du politique à l'économique: il faut mettre fin aux monopoles d'état. Tout juste concède-t-on

LA LOI DU MARCHE, C'EST CA...

par Amaury Couderc

"La France ne gagnera pas si de larges pans de son territoire sont laissés à l'abandon"

François Mitterrand, 1989

Dans le cadre de la rationalisation du travail de la terre, le nombre des agriculteurs diminue régulièrement dans des proportions jamais atteintes par aucune autre corporation.

En 15 ans de 1975 à 1990 se sont plus de 3,5 millions d'agriculteurs qui ont quitté la terre... le nombre des exploitations a diminué de 2,5 millions dans la même période. Le monde rural s'appauvrit d'année en année, il devient exangue, prend le chemin de la désertification. Dans les villages, les commerces ferment les uns après les autres, l'école disparaît, des familles entières vont vers la ville.

La PAC telle qu'elle est acceptée par nos représentants à Bruxelles, et ce qui est pire, les accords du GATT (qui vont être signés sous la pression des USA et des grands trusts agroalimentaires) vont de nouveau, en un laps de temps très court, obliger quelques centaines de milliers de familles à quitter la terre et augmenter brutalement le nombre de chômeurs...

.../...

Directeurs de rédaction : A. Couderc, R. Duguet et P. Dejean

Directeur de la publication : J. Adrien

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la Gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations politiques de Gauche et des inorganisés ; les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

(pour l'instant) à l'état le droit de participer à l'économie, mais uniquement à titre de société anonyme. Finis l'EDF, la SNCF, la POSTE,... Tout doit devenir source de profit pour le secteur privé.

- L'absence de démocratie: la Cour, la Commission et le Conseil se font la courte échelle pour imposer leur point de vue (en fait celui des puissances d'argent) sans qu'aucun débat n'ait eu lieu dans quelque endroit que ce soit. Aucune de ces instances n'est responsable devant le suffrage universel.

Et pourtant, que n'avait-on entendu après le oui maigrelet du 20 septembre. Que le message avait été compris. Que le fonctionnement des institutions allait être démocratisé. Que les compétences de Bruxelles devaient être limitées au strict nécessaire...

A l'heure où l'on parle de recomposition de la Gauche, où il faut redéfinir un projet de société, voilà, je crois, un sujet de réflexion. Le projet à construire ne pourra pas faire l'impasse sur le choix de l'Europe que nous voulons, sur les compromis admissibles, donc sur les points de tension, voire de rupture. L'avenir de la Gauche est inséparable de celui de l'Europe.

.....
Ce ne sont pas 15% des terres qui vont devoir être mises en friches, mais 20 voire 25% à la suite de ce qui ne peut se conclure que par une capitulation de l'Europe face aux USA.

La PAC acceptée par notre pays a enclenché un processus irréversible, les accords du GATT seront signés puisque dans le domaine agricole seule la France sera directement et brutalement touchée, les autres pays européens dans des proportions bien moindres seront amenés à conclure ces accords, la France sera isolée, c'est la logique de la PAC... c'est la logique de Maastricht...

- La Pologne a faim, l'URSS également
- La Somalie, le Niger, le Mali, toute une partie de l'Afrique a faim. Des millions d'hommes, de femmes, d'enfants meurent de malnutrition.

Les greniers de la communauté européenne vont se vider (aujourd'hui contrairement aux mensonges largement répandus dans les médias, la communauté européenne ne possède pas plus de 15 jours de stock, notamment pour la viande soit environ 50 000 tonnes).

Les accords du GATT signés, les USA déjà hégémoniques sur le plan des industries militaires, seront hégémoniques sur le plan alimentaire, ils seront maîtres de l'arme alimentaire... Les pays du tiers monde dépendront directement du seul bon vouloir des EU pour leur alimentation; est-ce bien cela que nous voulons?

En capitulant devant les USA l'Europe fait fausse route. La production agricole est par essence même un produit qu'il n'est pas possible d'abandonner à la loi du marché parce que c'est un besoin vital de l'humanité toute entière et non d'une partie de cette humanité.

La production agricole peut et doit être planifiée, les agriculteurs n'y sont pas opposés d'ailleurs, elle doit correspondre aux besoins des hommes, il est absurde et intolérable, voire criminel, de faire volontairement chûter les productions pour les intégrer dans un marché solvable qui se réduira encore plus dans les années à venir. (Seuls les trusts agroalimentaires y trouvent leur compte à court et moyen terme).

La nourriture ne peut être une arme abandonnée aux mains de l'Etat le plus impérialiste de la planète. L'Europe a la possibilité technique, mais aussi le devoir de s'y opposer. Pour ceux qui cherchent à donner un grand dessein à la France pour la décennie à venir, "Nourrir les hommes, faire reculer la famine", en voilà un, il en vaut la peine.

PAC: politique agricole commune

GATT: négociation internationale

Les problèmes soulevés par le passage d'une "société rurale" à une "civilisation de la ville" sont confrontés aujourd'hui à une réalité différente des 40 années écoulées. L'exode rural était en partie justifié par deux raisons: - nécessité de rationaliser la production,

- l'attrait de l'amélioration de la vie et du confort à la ville.

Aujourd'hui aucun de ces deux critères n'est plus vrai.

- L'entreprise agricole a trouvé son point d'équilibre (sous réserve de payer les productions à leur juste prix).

- La ville n'est plus, tant s'en faut, un lieu d'accueil privilégié (chômage, problème d'habitat, etc...).

Je me propose de faire dans ce bulletin une série d'articles sur ce sujet qui est un réel problème de société et, après avoir fait le choix politique de la société que nous voulons, un problème d'aménagement du territoire.

Ce bulletin est le votre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de 50 F. 100F. autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon, 91790

POUR UNE NOUVELLE REPUBLIQUE?

par Robert Duguet

Le président de la République, lors de sa dernière apparition télévisée, s'est prononcé pour le toilettage des institutions de la Vème République: certains poussent le bouchon plus loin, en avançant la perspective d'une VIème République. Il n'est peut être pas inutile de rappeler que cette question ne relève pas d'un débat réservé à des spécialistes, mais que des institutions sont la traduction juridique d'un rapport de forces, qu'elles codifient les relations de société, quelquefois pour de longues décennies et peuvent représenter un handicap sérieux à la démocratie et à des transformations sociales de fond: c'était le point de vue de F. Mitterrand lorsqu'en 1970 il reconstruisait la gauche sur une ligne d'opposition aux institutions du "coup d'Etat permanent"... C'est d'ailleurs toujours notre avis. Poser la question des institutions aujourd'hui, c'est d'abord faire un constat: la vie sociale a éclaté en une multitude d'initiatives ou d'associations, la représentation politique est en décalage complet avec celle-ci. Partant de ce point de vue, nous pouvons poser la question: quelle constitution permettra aux acteurs de la transformation sociale, c'est à dire aux forces du travail et de la jeunesse, d'être de nouveau en prise sur la vie. Ceux qui veulent reconstruire à gauche devront répondre à cette

question dans ses grandes lignes.

La question de la souveraineté du parlement ne doit-elle pas se trouver au centre de toute transformation institutionnelle? Restaurer la démocratie représentative n'est-ce pas placer le législateur en position de rendre des comptes aux citoyens? Pour ce faire ne faut-il pas donner au parlement un pouvoir souverain, en matière budgétaire notamment? Avancer dans cette voie serait faire un grand pas: les décisions se prendraient alors dans les assemblées de citoyens, dans les partis... et non dans les groupes de pression, lobbies de toutes sortes, féodalités locales. Quelle part sera faite dans la nation à la décentralisation? Si une bonne décentralisation pour les élus locaux peut être estimée comme une bonne chose, il n'en reste pas moins que la loi de 1982 a érigé le particulier ou le local contre l'intérêt général, ou contre les acquis du droit républicain...

La question de l'existence du droit national avec les institutions de la communauté européenne ne pose-t-elle pas aussi un problème de fond? Nous avons condamné Maastricht et au passage nous avons dû poser le problème de la nature des institutions de la Communauté: celles-ci mettent l'accent sur des instances de décision qui échappent à tout contrôle électif, tandis que le parlement sur l'essentiel n'a qu'un pouvoir consultatif. La rupture avec le libéralisme sauvage et la politique monétariste ne passe-t-elle pas

par une Europe confédérale des nations, à l'intérieur desquelles les peuples restent libres de décider de leurs destinées?

Le libéralisme porté par la crise veut toujours moins d'Etat et donc moins de services publics, dans cette voie il rencontre un allié: les législations concordataires, celles qui telles en Allemagne de l'Ouest, en Espagne, en Angleterre reconnaissent à la religion un statut de service public. Le libéralisme s'appuie sur la charité contre la fraternité: les églises viennent suppléer l'état dans sa politique de désengagement public. Une nouvelle constitution ne devra-t-elle pas proclamer d'emblée, comme la Ière République la liberté de conscience et l'égalité en droit. La rupture avec le libéralisme- je pose en préalable que la gauche ne pourra se reconstruire que dans ce mouvement- suppose une politique de défense des services publics. Le rassemblement à gauche devra donc se ressaisir des acquis républicains et du drapeau de la bataille laïque.

La nouvelle constitution que nous voulons ne s'édifiera pas dans le silence des cabinets ministériels mais ses premiers éléments programmatiques se poseront dans le combat que nous mènerons pour rassembler à gauche: c'est en ce sens que je sou mets au débat les trois éléments (rôle du parlement, souveraineté de la nation, laïcité et service public) qui me paraissent incontournables si l'on veut parler de VIème République.

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la Gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations politiques de Gauche et des inorganisés; les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

BREVES

L'Emir JABER grand démocrate ou Une Guerre pour la démocratie

La guerre du Golfe, 200 000 morts, hommes, femmes, enfants, la volonté de ramener un peuple à l'âge de la pierre et accessoirement l'y maintenir à l'aide de l'embargo. L'une des principales raisons avancées:

libérer le Koweït, rétablir la démocratie dans cet Emirats.

Le 7 octobre dernier, à la suite d'élections dans ce pays, la Maison Blanche déclarait: "le peuple koweïtien jouit de la liberté."

La réalité: ces élections ont permis à 11% de koweïtiens d'élire leur député. (Seuls peuvent voter les citoyens mâles de première catégorie.) Sont exclus 89% des citoyens koweïtiens et 100% des femmes. Plus d'un million de travailleurs d'origine égyptienne, palestinienne etc... ne disposent eux d'aucun droit civique.

De la même manière que le précédent parlement, le nouveau parlement peut à tout moment être dissous par décret de l'Emir et il ne peut légiférer ni, bien sûr, voter le budget. Pour la simple raison que le budget de l'Etat et les caisses de la famille Al'Sabah, c'est la même chose!

PETROLE: tensions

Mi novembre, le Koweït annonce qu'il a retrouvé son niveau de production d'avant l'invasion irakienne (ce qui est faux, puisqu'il a retrouvé son quota OPEP de 1,5 millions de barils/jour et non les 2 millions de barils/jour qu'il produisait effectivement). Le dépassement d'un demi million de barils faisant chuter le prix du baril, a été l'une des raisons principales de l'intervention irakienne. Cette annonce est venue renforcer les craintes de surproduction en particulier pour les compagnies anglo-américaines de la Mer du Nord, dont le baril a chuté à 19 dollars... L'embargo sur le pétrole irakien n'est pas près d'être levé... (les souffrances d'un peuple ne pèsent pas lourd au regard des intérêts des pétroliers anglo-américains...) et si ce n'est pas suffisant, à qui le tour?... la Lybie... ou l'Algérie peut-être?...

Maastricht fonctionne bien... L'Etat vend ses bijoux de famille!...

L'Etat italien se désengage. L'actuel gouvernement du socialiste Guilano Amato indique très clairement que les privatisations se révèlent indispensables notamment dans les secteurs de l'énergie et les activités industrielles afin de rendre ces secteurs plus compétitifs dans le cadre européen.

DEBATTONS

* Rectificatif

1 décembre à 20h30
salle St Pierre
Brétigny
A l'initiative du PCF

* 5 décembre à 11h
salle J. Jaurès
Boissy-sous-St-Yon
A l'initiative du PCF
"Echanger des idées et de ce fait contribuer à des rapprochements nouveaux entre militants aux engagements différents"
Appel à débattre

* 7 décembre à 19h
Mutualité, Paris 5è
Initiative Républicaine
organise un grand banquet sur le thème:
"L'idée Républicaine s'appuie sur la laïcité, comme principe et pratique de tolérance".

* 11 décembre à 20h30
Salle Baran
Brétigny
A l'initiative du Mouvement des Citoyens.
Appel à débattre: "Crise de la Gauche, crise de la citoyenneté"

* 12 et 13 décembre à 14h
Noisy-Champs
Convention nationale du Mouvement des Citoyens.
"Mesurer le chemin parcouru depuis Belfort... soumettre les propositions contenues dans le projet de programme à la plus large discussion".

Ce bulletin est le votre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom _____ Adresse n° _____ rue _____
Prénom _____ Ville _____ Code postal _____

Je verse la somme de 50 fr 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon, 91790